

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Mare Nostrum

Société Anonyme
au capital de 757 496,80 euros
9, avenue de Constantine
38100 Grenoble

Exercice clos le 31 décembre 2020

Grant Thornton Commissaire aux comptes

29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine

F.B.A. Caelis Audit Commissaire aux comptes

5, avenue de Poumeyrol
69300 Caluire-et-Cuire

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

MARE NOSTRUM

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société Mare Nostrum,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Mare Nostrum relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et créances rattachées sont évalués selon les modalités décrites dans la note « Participations et créances rattachées » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Caluire-et-Cuire, le 19 mai 2021

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Laurent Bouby
Associé

F.B.A. Caelis Audit



Geoffroy Joly
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	2 625	2 625		
	Frais de développement	887 980	309 532	578 449	646 010
	Concessions brevets droits similaires	1 280 185	17 185	1 263 000	1 263 038
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	122 738	87 610	35 128	146 964
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	2 805	2 805		
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 215 213	452 851	762 362	899 466
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	20 749 115		20 749 115	18 727 812	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	1 117 809		1 117 809	172 523	
	TOTAL (II)	25 378 471	872 607	24 505 863	21 855 813
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	371 673		371 673	473 633
	CREANCES (3)				
Créances clients et comptes rattachés	5 530 855		5 530 855	12 593 928	
Autres créances	30 194 091		30 194 091	20 532 397	
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	9 057 566		9 057 566	4 772 969	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	294 006		294 006	324 174
	TOTAL (III)	45 448 191		45 448 191	38 697 100
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		70 826 662	872 607	69 954 054	60 552 913

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

982 041

49 793

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		31/12/2020	31/12/2019
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	757 497	757 497
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 304 605	12 431 405
	Ecart de réévaluation	42 899	42 899
	RESERVES		
	Réserve légale	45 050	45 050
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	2 244 418	673 648
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(1 155 844)	1 570 769
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	14 238 625	15 521 268
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	91 312	77 483
	Provisions pour charges	51 308	
	Total des provisions	142 620	77 483
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	1 000 000	1 000 000
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	25 859 196	12 036 395
	Emprunts et dettes financières divers	22 799 321	19 040 622
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 912 792	7 851 673
	Dettes fiscales et sociales	1 668 239	3 125 861
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 132 706	1 272 310	
Autres dettes	162 756	627 301	
Produits constatés d'avance (1)	37 800		
	Total des dettes	55 572 810	44 954 162
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	69 954 054	60 552 913
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(1 155 843,64)	1 570 769,26
(1)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	36 792 617	36 339 669
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	5 050 225	2 975 228

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	748 140		748 140	739 308
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	5 581 585		5 581 585	6 889 832
	Montant net du chiffre d'affaires	6 329 725		6 329 725	7 629 140
	Production stockée				
	Production immobilisée				493 536
	Subventions d'exploitation			4 000	500
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			216 294	128 707
	Autres produits			89 170	1 213
	Total des produits d'exploitation (1)				6 639 190
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			761 713	729 217
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				359
	Autres achats et charges externes			6 135 788	6 459 914
	Impôts, taxes et versements assimilés			43 877	50 289
	Salaires et traitements			664 521	676 874
	Charges sociales du personnel			220 180	207 945
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations - charges d'exploitation à répartir			389 850	249 824
Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			524 642	399 507	
Total des charges d'exploitation (2)				8 740 571	8 773 931
RESULTAT D'EXPLOITATION				(2 101 381)	(520 834)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

RESULTAT D'EXPLOITATION		(2 101 381)	(520 834)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	1 401 412	1 344 333
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	(8 420)	33 897
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		80 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 392 992	1 458 230
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	50 137	26 175
	Intérêts et charges assimilées (4)	825 498	451 603
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	875 635	477 778
RESULTAT FINANCIER		517 357	980 452
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(1 584 024)	459 618
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 940	106 544
	Sur opérations en capital	541 463	1 792 908
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	544 403	1 899 452
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	6 204	376
	Sur opérations en capital	88 299	738 417
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	27 719	51 308
	Total des charges exceptionnelles	122 222	790 101
RESULTAT EXCEPTIONNEL		422 181	1 109 351
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(6 000)	(1 800)
TOTAL DES PRODUITS		8 576 585	11 610 779
TOTAL DES CHARGES		9 732 429	10 040 009
RESULTAT DE L'EXERCICE		(1 155 844)	1 570 769
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		55 135	
(3) dont produits concernant les entreprises liées		1 392 992	1 336 482
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		531 565	338 674

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement de l'Autorité des Normes Comptable n°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général qui a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Le bilan de l'exercice présente un total de **69 954 054** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **8 576 585** euros et un total **charges** de **9 732 429** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-1 155 844** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Ces immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Des provisions pour dépréciations sont comptabilisées en cas d'indices de perte de valeur.

Les frais de recherche sont amortis selon la méthode linéaire sur 2 à 3 ans. La société est amenée à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais de recherche peuvent faire l'objet d'une dépréciation exceptionnelle dès lors qu'ils ne répondent plus aux critères d'activation.

Les marques acquises sont comptabilisées en immobilisations incorporelles. La société est titulaire d'un droit légal (droit de propriété industrielle). L'acquisition de ce droit constitue en principe une présomption de contrôle suffisante dans la mesure où il est opposable aux tiers et peut ainsi leur restreindre l'accès aux avantages générés par l'élément. Les marques acquises sont ainsi comptabilisées en immobilisations pour leur coût d'acquisition.

Ces marques ne sont pas amortissables, la durée de consommation des avantages économiques n'étant pas limitée à l'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

oFrais d'établissement :	5 ans
oFrais de recherche et développement :	3 à 5 ans
oConcessions, brevets et licences :	3 ans
oAutres immobilisations incorporelles :	3 à 4 ans
oLogiciels :	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie économique prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

oOuvrages d'infrastructures :	3 à 10 ans
oInstallations et agencements divers :	3 à 10 ans
oEuvres d'art :	Non amortissables
oMatériel de transport :	3 à 5 ans
oMatériel de bureau et informatique :	3 à 10 ans
oMobilier :	3 à 10 ans
oImmobilisations corporelles en cours :	Non amortissables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Cash-pooling

La société est la société centralisatrice au titre de la convention de cash-pooling du groupe. Les disponibilités ou concours bancaires courants qui participent à cette centralisation de trésorerie sont isolés au bilan, par convention comptable, dans des comptes courants appropriés.

Participations et créances rattachées

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Un amortissement dérogatoire est constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'utilité. Cette valeur d'utilité est appréciée par référence à des méthodes multicritères intégrant notamment les flux futurs actualisés, les multiples de chiffre d'affaires, les perspectives d'avenir et la quote-part de situation nette. Lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure au coût d'acquisition des titres de participation, une provision pour dépréciation des titres de participation est constituée pour le montant de la différence.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont enregistrées lorsque la Société estime qu'à la date d'arrêté des comptes, une obligation légale ou de fait à l'égard d'un tiers provoquera probablement une sortie de ressources au bénéfice de tiers et qu'une estimation fiable peut être calculée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Quand la société estime que les risques liés à un contrôle fiscal sont probables, une provision est constatée. Hormis la provision comptabilisée concernant un contrôle fiscal portant sur les exercices antérieurs, la société conteste intégralement les contrôles fiscaux et ne les provisionne donc pas.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Emprunts et dettes

En date du 7 juin 2019, le Conseil d'Administration de la Société agissant dans le cadre de la délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 janvier 2019, a décidé l'émission de 1.000.000 obligations convertibles en actions (les « OCA ») au profit d'un établissement bancaire.

Le 11 juin 2019, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a souscrit un emprunt obligataire convertible de 1M€ pour une durée de 7 années et à un taux d'intérêt annuel de 5%.

125.000 OC de 8€ chacune ont alors été émises et sont convertibles à raison d'1 action pour 1 obligation dans les cas suivants :

- demande par l'un des partenaires financiers de Mare Nostrum dans le cadre d'un besoin de renforcement des fonds propres de la société ;
- toute opération juridique portant sur le capital de Mare Nostrum et faisant perdre au concert des associés fondateurs sa qualité d'actionnaire disposant du plus grand nombre d'actions (directe ou indirecte) de Mare Nostrum.

Les OC non converties à leur échéance bénéficieront d'une prime de non-conversion, qui est provisionnée.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et autres dettes porteuses d'intérêt.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission d'un passif sont étalés linéairement sur la durée du passif concerné.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de Mare Nostrum est reconnu et présenté de la manière suivante :

- Ventes de marchandises et refacturations : il s'agit de l'activité centrale d'achat de Mare Nostrum envers les sociétés du Groupe Mare Nostrum et des refacturations de Mare Nostrum à Aequor de travaux réalisés dans les locaux de la rue Constantine à Grenoble
- Prestations de service : il s'agit des prestations entrant dans le champ des conventions intra-groupe et composées essentiellement des redevances de marques ou de licences.

Frais d'augmentation de capital

Conformément à l'article L 232-9 du code de commerce, il a été décidé d'imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes d'émission.

Distinction résultat courant / résultat exceptionnel

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante de l'entreprise.

Les éléments non récurrents des activités ordinaires sont portés en résultat courant. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Dotations et reprises d'amortissements,
- Dotations et reprises de dépréciation des créances.

Les éléments exceptionnels, hors activités ordinaires, constituent le résultat exceptionnel.

Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction.

Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Les taux de dépréciation appliqués sont :

- 100 % en cas de Liquidation Judiciaire
- 80 % en cas de Redressement Judiciaire
- 50 % en cas de Procédure de Sauvegarde ou Litige avéré

Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en dotations aux provisions.

MARE NOSTRUM a par ailleurs souscrit une assurance-crédit qui couvre une partie des risques d'impayés et peut permettre au Groupe d'être indemnisé en cas de non-paiement de ses créances commerciales issues de son activité travail temporaire. Lorsqu'une nouvelle créance douteuse est transférée à l'assurance-crédit, elle est enregistrée en perte irrécouvrable dès lors que l'assurance indemnise la société. Tant que l'assurance n'a pas confirmé sa prise en charge, une provision pour dépréciation est constatée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

CICE

Le CICE était un dispositif fiscal français constituant une créance sur l'Etat qui pouvait être utilisée pour le paiement de l'impôt sur les sociétés. Il était comptabilisé au rythme de l'engagement et il était à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes.

La comptabilisation du CICE était réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel (au crédit d'un sous compte 64). Ce produit n'était pas imposable fiscalement.

La créance était comptabilisée dans un compte 44*.

Le CICE était utilisé pour la reconstitution du fonds de roulement des sociétés.

Le CICE était préfinancé par BPI France ou BNP PARIBAS FACTOR. Le préfinancement permettait aux entreprises de couvrir leur trésorerie dans l'attente de l'obtention du CICE.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le CICE a été remplacé par un allègement de charges sociales, conformément aux textes en vigueur.

Il reste 109 K€ de produits à recevoir concernant le CICE au 31 décembre 2020.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

Faits marquants de l'exercice

Covid-19

La pandémie Covid-19, ainsi qualifiée par l'OMS depuis le 11 mars 2020, a impacté significativement l'activité de MARE NOSTRUM depuis la seconde quinzaine de mars. Néanmoins, après un retrait de 36% de ses revenus sur le 1er semestre 2020, le Groupe a constaté une reprise de ses activités sur la 2ème partie de l'année et enregistré une progression de son chiffre d'affaires de 34% entre le 1er et le second semestre 2020.

Au cours de la période, le Groupe a pris les mesures nécessaires pour limiter les risques sanitaires pour ses salariés, candidats et clients (télétravail, fermeture de sites sur le 1er semestre, maintien de liens à distance) et fait preuve d'agilité afin d'adapter son organisation à ce contexte de crise inédit. Mare Nostrum a souscrit un Prêt Garanti par l'Etat de 13 M€ en deux tranches (7 M€ au S1 et 6 M€ au S2), réduit ses dépenses et mis l'accent sur la maîtrise de son poste clients (recouvrement, gestion des encours).

Parallèlement, le Groupe a développé la fourniture d'équipements de protection individuelle grâce à sa filiale EPI Concept, et poursuivi la mise œuvre de la transformation digitale des métiers :

- Lancement de la plateforme de formation en e-learning sur laquelle sont notamment dispensées les formations Covid-19 initiées pendant la période de confinement
- Création d'un nouveau catalogue de formations en e-learning disponible depuis septembre pour les formations réglementaires, langues et management
- Digitalisation du réseau d'agences Travail Temporaire (centralisation et dématérialisation de l'ensemble des documents administratifs) pour une meilleure efficacité
- Déploiement de l'application Linkeys au Portugal.

Dans ce contexte particulier, MARE NOSTRUM a pris en compte l'ensemble des éventuelles incidences comptables liées à cette situation, transcrites dans les comptes du Groupe.

Compte tenu de l'incertitude latente, liée au rythme de reprise des différents secteurs d'activité et aux nouvelles mesures sanitaires pouvant potentiellement être prises, pesant sur l'environnement économique et l'horizon d'un retour à la normale de ses activités, particulièrement en France, MARE NOSTRUM n'est pas en mesure d'assurer que son activité et ses performances 2021 ne seront plus impactées par la Covid-19.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

Réorganisation de la coopération entre Delta Drone et Mare Nostrum au sein du pôle Aer'Ness

Un accord a été conclu le 18 septembre 2020 permettant :

- L'acquisition par Mare Nostrum auprès de Aer'Ness de 100% de la filiale Aer'Ness Intérim et 65% de la société Aer'Ness Event (les 35% restant étant détenus par le management). Le Groupe renforce ainsi ses positions commerciales dans le Travail Temporaire
- La cession par Mare Nostrum de ses participations de 30% dans Aer'Ness à Delta Drone, qui en devient ainsi l'actionnaire majoritaire à 85%. Cette opération permet à Mare Nostrum de se désengager d'un actif non stratégique, à l'heure où le contexte de crise sanitaire incite à concentrer ses efforts sur ses domaines d'expertise
- La cession par Delta Drone à Mare Nostrum de la totalité des actions détenues à l'occasion de l'entrée en bourse de Mare Nostrum, qui les acquiert dans le cadre de son programme de rachat d'actions. Dans la logique de cette cession, Christian Viguié, Président Directeur Général de Delta Drone, a présenté sa démission de son poste d'administrateur de Mare Nostrum
- La cession par Delta Drone à Mare Nostrum des 50% de participation détenus dans Ergasia Campus.

Acquisition de 50% des titres d'Inalvea Développement

Mare Nostrum a acquis le 20 octobre 2020 50% des parts de la société Inalvea Développement, dédiée à la gestion du back-office des agences d'intérim du médico-social et plus spécifiquement des SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif). Le Groupe positionne ainsi son offre de services sur le secteur très porteur de la santé et en particulier le segment des Economies de Partage.

Totalement auto-financée, cette opération s'est accompagnée de la prise de contrôle de la société.

Inalvea Développement s'appuie sur une équipe d'une quinzaine de personnes et a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires profitable de 1,2 M€, qui a doublé en un an, et en 2020 de 1,5 M€. Les besoins croissants des établissements de soins et des hôpitaux pour faire face à la crise sanitaire devraient accompagner la montée en puissance de l'activité. Cette société pionnière, qui collabore avec le Groupe depuis un an, est positionnée sur un segment de niche en forte croissance qui compte moins d'une dizaine d'acteurs en France.

Lancement du fonds de dotation du Groupe « In mare fundis Aquas »

Le 29 septembre 2020, Mare Nostrum a annoncé le lancement de son fonds de dotation « In mare fundis

Aquas » qui aura pour mission de favoriser et accompagner les initiatives d'intérêt général en

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

faveur de l'intégration professionnelle et de l'employabilité.

Agissant depuis plus de 15 ans dans l'univers des Ressources Humaines, Mare Nostrum a décidé de s'inscrire dans une démarche active afin de donner un cadre organisationnel aux actions solidaires qui font partie de l'ADN du Groupe depuis sa création. Témoin de l'évolution des besoins en matière d'emploi, le Groupe souhaite au travers de ce fonds de dotation et des missions qu'il va mener, se positionner en tant qu'acteur de la solidarité.

« In mare fundis Aquas » a pour vocation de devenir un vecteur d'initiatives pour l'emploi et vers l'emploi. Fort d'un constat récurrent de pénurie de compétences alors même que le nombre de demandeurs d'emploi ne baisse pas, l'ambition de Mare Nostrum est de rassembler acteurs privés, institutionnels et particuliers autour d'une démarche collective et altruiste pour l'employabilité de tous.

Autres variations de périmètre

La société NRH 44 sort du périmètre de consolidation à partir du 1er octobre 2020.

NRH 69 a été constituée au cours du premier semestre 2020 avec un capital de 10 K€, souscrit à 76% par MARE NOSTRUM.

Autre prise de participation

Afin d'accélérer sa digitalisation, MARE NOSTRUM a acquis en novembre 2020 une participation minoritaire de 10% du capital de Tikopia. Tikopia n'est pas consolidée.

TIKOPIA permet d'automatiser un ensemble de tâches qui forment le cycle de vie du développement d'un produit ou d'une plateforme tout en garantissant un très haut niveau de robustesse, de qualité et de sécurité (via des tests validés à chaque étape du processus).

Grace à cette prise de participation, l'expertise de TIKOPIA permettra au groupe Mare Nostrum l'amélioration :

- De la productivité des équipes de développement (en automatisation des tâches à faible valeur ajoutée),
- Des process de développement,
- De la qualité, de la performance et de la sécurité.

Renfort de participations

Le 30 septembre 2020, Mare Nostrum a renforcé sa participation à hauteur de 100% du capital des sociétés NRH 030 et NRH 442.

NRH 442 a été renommée Terra Nostra Développement.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

Evénements postérieurs à la clôture

Renforcement de la participation majoritaire dans Linkeys SA

Mare Nostrum a racheté en mars 2021 les actionnaires historiques de Linkeys SA, portant sa participation à 89,85% du capital.

Exercice de l'option d'une seconde année de franchise sur des PGE

Mare Nostrum a exercé l'option d'une seconde année de franchise sur les 7 M€ de la première tranche des PGE souscrits au 1^{er} semestre 2020. En conséquence, le remboursement de cette première tranche ne commencera qu'au second semestre 2022.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	758 863		131 742			890 605
Autres	1 491 850		42 814	131 742		1 402 923
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 250 713		174 557	131 742		2 293 528
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	2 805					2 805
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	758 521		17 023			775 544
Matériel de transport	68 775		3 313		8 844	63 244
Matériel de bureau, mobilier	368 291		23 159		15 025	376 425
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 198 391		43 495		23 868	1 218 018
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations	18 727 812		2 035 324		14 020	20 749 115
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	172 523		988 095		42 809	1 117 809
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	18 900 335		3 023 419		56 829	21 866 925
TOTAL	22 349 440		3 241 470	131 742	80 698	25 378 471

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	112 853	199 304		312 157
	Autres	81 848	22 946		104 795
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	194 701	222 250		416 951
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	2 805			2 805
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	86 494	93 201		179 695
	Matériel de transport	31 629	14 339	8 563	37 405
	Matériel de bureau, mobilier	177 997	72 778	15 025	235 750
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	298 925	180 319	23 588	455 656	
TOTAL		493 626	402 569	23 588	872 607

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts		51 308		51 308
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	77 483	65 137	51 308	91 312	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	77 483	116 445	51 308	142 620
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	98 175		98 175	
Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	98 175		98 175	
TOTAL GENERAL		175 658	116 445	149 483	142 620
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		50 137 15 000	98 175	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 117 809	982 041	135 768
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	5 530 855	5 530 855	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	19 567	19 567	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	18 705	18 705	
	Taxes sur la valeur ajoutée	707 075	707 075	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	164 715	164 715	
	Groupe et associés (2)	25 369 482	25 369 482	
	Débiteurs divers	3 914 546	3 914 546	
	Charges constatées d'avances	294 006	294 006	
	TOTAL DES CREANCES	37 136 761	37 000 993	135 768
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)	1 000 000			1 000 000
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	5 050 225	5 050 225		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	20 808 972	3 028 779	17 065 907	714 286
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	55 606	55 606		
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 912 792	2 912 792		
	Personnel et comptes rattachés	68 767	68 767		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 968	49 968		
	Impôts sur les bénéfices	533 363	533 363		
	Taxes sur la valeur ajoutée	990 457	990 457		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	25 684	25 684		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 132 706	1 132 706		
	Groupe et associés (2)	22 743 715	22 743 715		
	Autres dettes	162 756	162 756		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	37 800	37 800		
	TOTAL DES DETTES	55 572 810	36 792 617	17 065 907	1 714 286
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	13 000 000				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 258 711				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)	44 162				

Précisions sur les dettes financières

Mare Nostrum a exercé l'option d'une seconde année de franchise sur les 7 M€ de la première tranche des PGE souscrits au 1er semestre 2020 (cf. Evénements postérieurs à la clôture). Mare Nostrum a d'ores et déjà décidé d'exercer cette même option sur les 6 M€ de la seconde tranche de PGE souscrits au 2nd semestre 2020. Afin de refléter les engagements réels de remboursement de dettes financières à compter du 01/01/2021, tenant compte de l'exercice de cette option, le détail des dettes par échéance s'établit ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2020	Echéance moins d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance plus de 5 ans
Emprunts long terme	21 779	1 963	19 095	721

Le contrat de prêt senior signé le 29 novembre 2019 avec un pool bancaire afin de financer la prise de participation majoritaire dans le groupe AT Patrimoine incluait le respect au 31 décembre 2020 de deux ratios financiers :

- Ratio 1 : Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé ≤ 3
- Ratio 2 : *Free Cash-Flow to the Firm* / Service de la Dette ≥ 1 .

Au 31 décembre 2020, ces deux ratios s'élèvent respectivement à :

- Ratio 1 : -3,08
- Ratio 2 : 1,76

Or, Mare Nostrum avait anticipé le bris du ratio R1 au cours de l'exercice 2020, demandant le 14 décembre aux banques prêteuses de renoncer à l'exigibilité anticipée prévue au contrat en cas de non-respect de l'un ou des deux ratios financiers ci-dessus. Les banques prêteuses ont formellement renoncé à cette exigibilité le 31 décembre 2020.

Frais d'établissement

Etat exprimé en euros

31/12/2020

Valeur nette

Taux
amortissement

	31/12/2020	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution			100,00
Frais de premier établissement			
Frais d'augmentation de capital			
TOTAL			

--

Frais de recherche

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Montant	Recherche fondamentale	Recherche appliquée	Développement
Dép. R & D sans contrepartie spécifique - N'entrant pas dans le cadre commande client - En fonction de clients potentiels		897 980			897 980
Dép. R & D avec contrepartie spécifique - Clients français Etat collectivités publiques - Autres clients - Clients étrangers					
TOTAL		897 980			897 980
Autres dépenses de R & D - Cotisations parafiscales - Subventions versées - Acquisition résultats recherche					
TOTAL					
TOTAL GENERAL		897 980			897 980
Dont inscrit au compte 203 du bilan		578 449			

Fonds Commercial

	31/12/2020	Observations
Achetés avec protection juridique Eléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport		
TOTAL		

Produits à recevoir

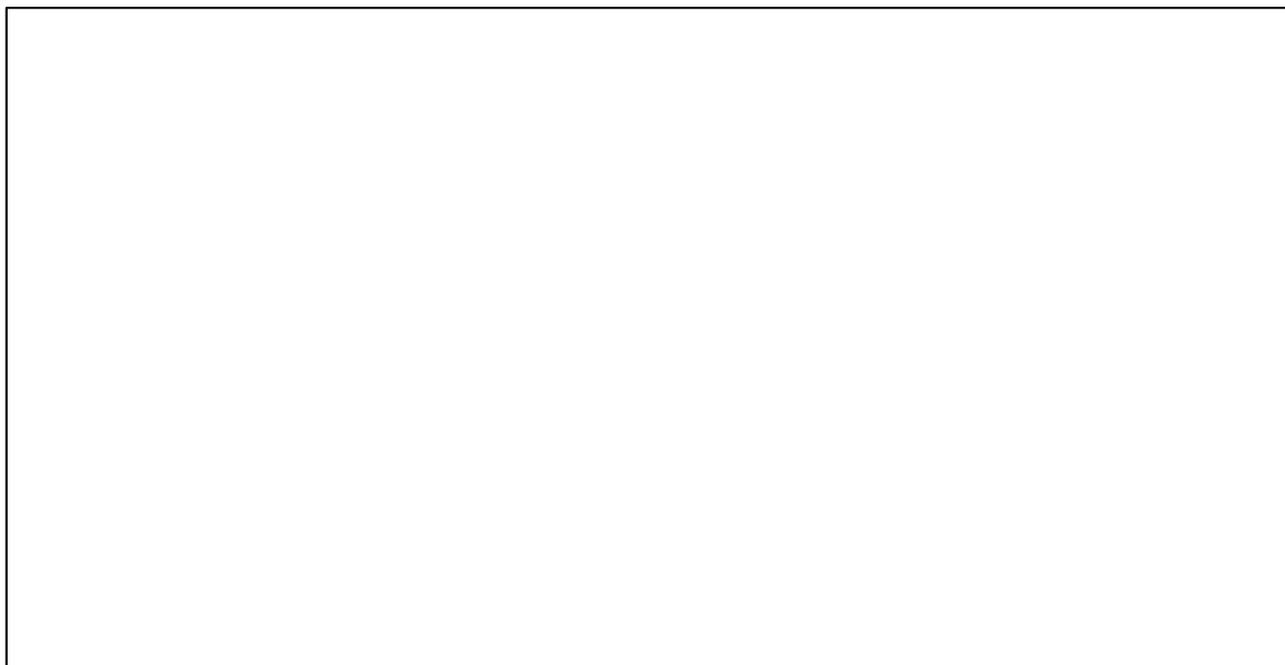
Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Produits à recevoir		734 678
Autres créances clients		281 195
<i>FAE INTRAGROUPE</i>	281 195	
Autres créances		453 482
<i>FOURN RRR A OBTENIR</i>	171 455	
<i>AAR INTRAGROUPE</i>	147 421	
<i>CHOMAGE PARTIEL</i>	19 567	
<i>ETAT PRODUITS A RECEVOIR</i>	113 407	
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	1 632	

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	281 195	818 550	(537 354)	-65,65
Autres créances	453 482	311 245	142 237	45,70
TOTAL	734 678	1 129 794	(395 117)	-34,97



Charges à payer

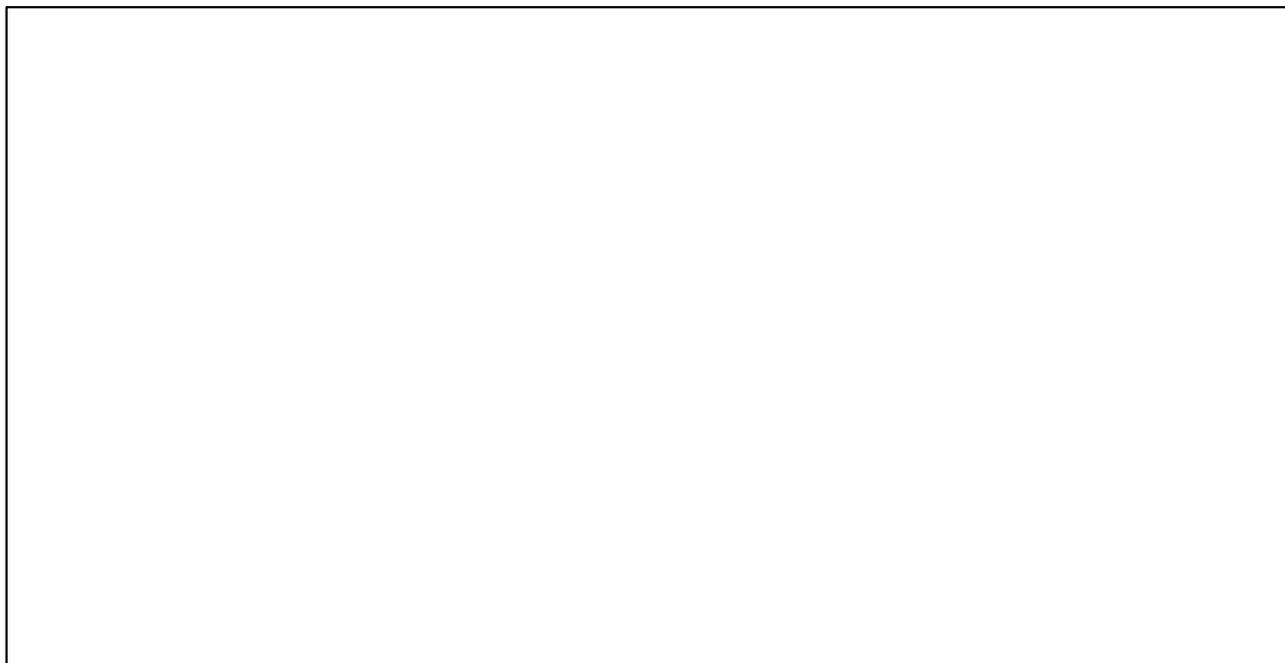
Etat exprimé en euros

31/12/2020

Total des Charges à payer		1 037 953
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		23 005
<i>INTERETS COURUS A PAYER</i>	23 005	
Emprunts et dettes financières divers		14 592
<i>INT COURUS/AUTRES EMPRUNTS ET DETTES</i>	14 592	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		919 965
<i>FOURN FACTURES NON PARVENUES.</i>	316 869	
<i>FOURN - FNP DEBITEURS HORS AN</i>	74 815	
<i>FNP INTRAGROUPE</i>	515 194	
<i>FOURNISSEUR FNP AN</i>	13 086	
Dettes fiscales et sociales		80 391
<i>DETTES PROV. CONGES PAYES</i>	42 731	
<i>CHARGES SUR CONGES A PAYER</i>	13 462	
<i>ETAT AUTRES CHARGES A PAYER</i>	11 904	
<i>TA + FP</i>	12 294	

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 005	1 327	21 678	<i>N/S</i>
Emprunts et dettes financières divers	14 592	17 284	(2 692)	<i>-15,57</i>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	919 965	748 388	171 577	<i>22,93</i>
Dettes fiscales et sociales	80 391	77 605	2 786	<i>3,59</i>
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes		164 401	(164 401)	<i>-100,00</i>
TOTAL	1 037 953	1 009 006	28 947	<i>2,87</i>



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2020
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		294 006	294 006
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			294 006

--

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	294 006	324 174	(30 167)	-9.31
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	294 006	324 174	(30 167)	-9.31



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2020
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		37 800	37 800
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			37 800

--

Produits constatés d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2020	31/12/2019	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	37 800		37 800	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	37 800		37 800	

--

Annexe libre

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN ACTIF :

Créances concernant les entreprises liées :

Créances clients :	5 198 717 €
Fournisseurs débiteurs :	0 €
Comptes courants :	25 265 580 €
Autres débiteurs divers :	3 054 815 €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN PASSIF :

Dettes concernant les entreprises liées :

Dettes fournisseurs :	1 291 424 €
Clients créditeurs :	55 984 €
Comptes courants :	21 050 647 €
Autres créditeurs divers :	106 762 €

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros	Capitaux propres clôture 31/12/2019	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2020
Capital social	757 497				757 497
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 431 405			(126 800)	12 304 605
Ecart de réévaluation	42 899				42 899
Réserve légale	45 050				45 050
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	673 648	1 570 769			2 244 418
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	1 570 769	(1 570 769)		(1 155 844)	(1 155 844)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	15 521 268			(1 282 644)	14 238 625

Date de l'assemblée générale 29/06/2020

Dividendes attribués

¹ dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 15 521 268

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 15 521 268

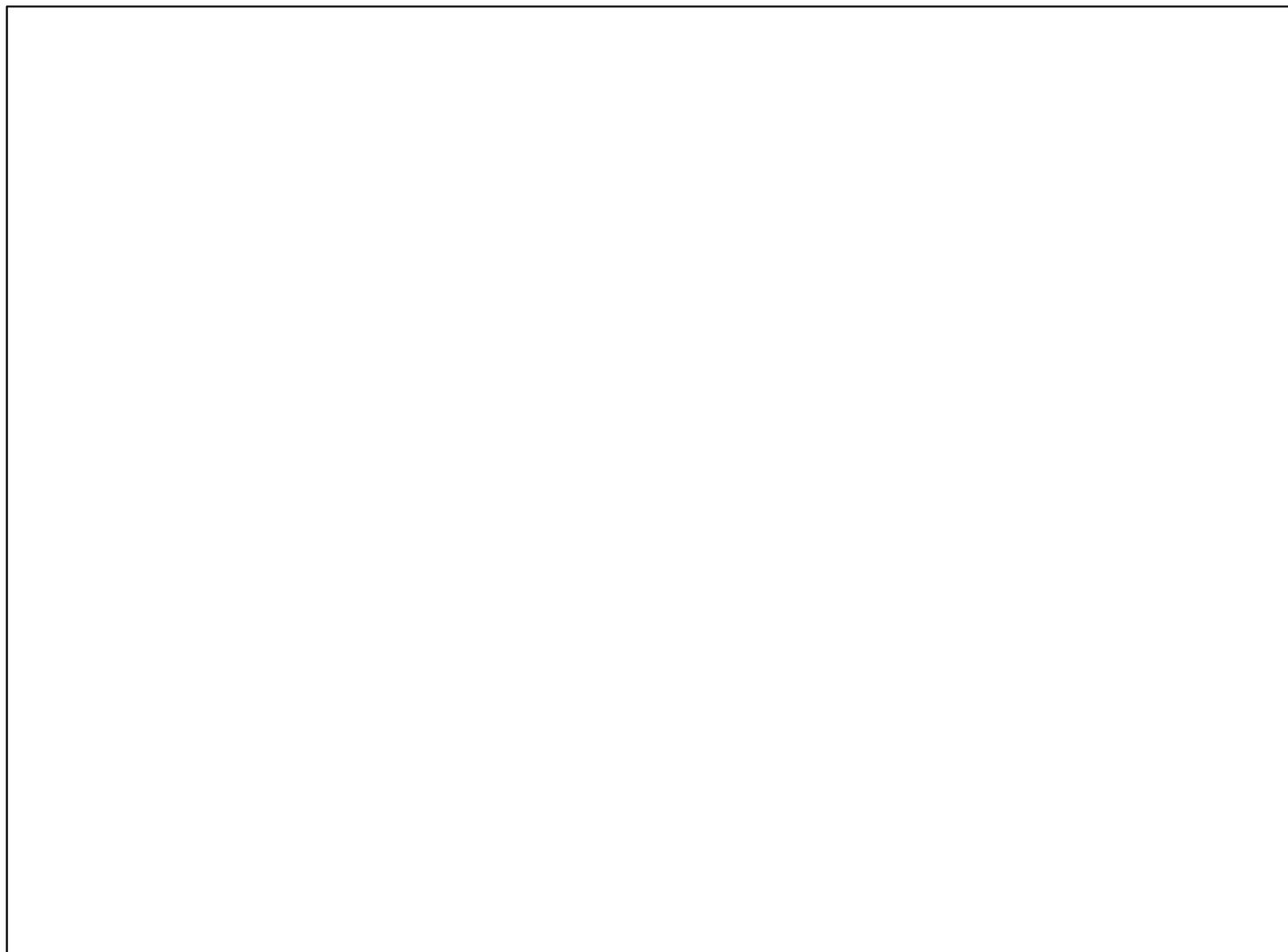
² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (1 282 644)

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	7 574 968,00	0,1000	757 496,80
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	7 574 968,00	0,1000	757 496,80



Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties		7 370 389	864 466
		7 370 389	864 466
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
RACHAT 30% ALTROS SERVICES		277 500	
		277 500	
Total des engagements financiers (1)		7 647 889	864 466
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Mare Nostrum a par ailleurs souscrit une assurance-crédit qui couvre une partie des risques d'impayés et peut permettre au groupe d'être indemnisé en cas de non-paiement de ses créances commerciales issues de son activité travail temporaire. Lorsqu'une nouvelle créance douteuse est transférée à l'assurance-crédit, elle est enregistrée en perte irrécouvrable dès lors que l'assurance indemnise la société. Tant que l'assurance n'a pas confirmée sa prise en charge, une provision pour dépréciation est constatée.

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2020
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T160	CIC	100 000	44 326
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T170	CIC	100 000	44 313
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS T180	CIC	100 000	44 313
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS EI020	CIC	100 000	44 313
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS AC130	CIC	100 000	44 326
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE ENVERS AC120	CIC	100 000	44 313
EMPRUNT	NANTISSEMENT PARTS SOCIALES	BPA	500 000	301 889
EMPRUNT	NANTISSEMENT ACTIONS ET CESSION D	CA	150 000	108 204
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE AEQUOR	BPA	500 000	301 889
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE AEQUOR	CA	500 000	400 845
EMPRUNT	CAUTION SOLIDAIRE RECUE DE FSV	CA	200 000	161 733
EMPRUNT	NANTISSEMENT TITRES AT PATRIMOINE	CA	7 400 000	6 285 714
EMPRUNT	NANTISSEMENT TITRES DE LA SOCIETE	CA	408 677	408 677
		TOTAL	10 258 677	8 234 855

Identité de la société mère consolidant les comptes

31/12/2020

DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL	FORME	CAPITAL	% DETENU
AEQUOR 9 AVENUE DE CONSTANTINE 38100 GRENOBLE	SAS	1 994 298	46,77

Suite à l'introduction en bourse de MARE NOSTRUM, la société a désormais l'obligation d'établir des comptes consolidés dont elle est l'entreprise consolidante selon le règlement CRC 99-02.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Rémunération des dirigeants :

Le 20 février 2020, le Conseil d'Administration de Mare Nostrum a fixé comme suit les rémunérations de ses dirigeants mandataires sociaux nommés par l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 18 janvier 2019 :

- Nicolas Cuynat :
 - o 36.000€ annuels bruts au titre de ses fonctions de Directeur Général ;
- Thierry de Vignemont :
 - o 36.000€ annuels bruts au titre de ses fonctions de Directeur Général Délégué ;
- Frank Hueber :
 - o 36.000€ annuels bruts au titre de ses fonctions de Directeur Général Délégué.

Effectif

L'effectif de la société s'élève à 22 salariés

Engagement en matière de pension et de retraite

Pour les indemnités de fin de carrière, la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective.

L'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation.

L'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être vivant dans l'entreprise à la date de son départ à la retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier qui varie chaque année et qui est publié.

D'autre part, l'étude actuarielle est réalisée à partir de paramètres économiques, sociaux et techniques propres aux entités consolidées. Ces paramètres sont les suivants au 31 décembre 2020 :

Taux de progression des salaires =	2%
Age de départ à la retraite =	67 ans pour les cadres et 65 ans pour les non-cadres
Taux de rotation des salariés =	1% pour les cadres et 2% pour les non-cadres
Table de mortalité utilisée =	TV 88/90
Taux d'actualisation financier =	0,34%
Le départ intervient à l'initiative du salarié.	

Ils étaient les suivants au 31 décembre 2019 :

Taux de progression des salaires =	2%
Age de départ à la retraite =	67 ans pour les cadres et 65 ans pour les non-cadres
Taux de rotation des salariés =	1% pour les cadres et 2% pour les non-cadres
Table de mortalité utilisée =	TV 88/90
Taux d'actualisation financier =	0,77%

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Le montant de la dette actuarielle au 31/12/2020 s'élève à 10 846 euros.

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	31/12/2020		31/12/2019	
	Montant HT	Taux	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	748 140	11,82 %	739 308	9,69 %
Prestations de services	4 576 462	72,30 %	5 364 916	70,32 %
Produits des activités annexes	1 005 123	15,88 %	1 675 620	21,96 %
Rabais, remises et ristournes accordées			- 150 704	-1,98 %
TOTAL	6 329 725	100,00%	7 629 140	100,00%

Résultat financier

	31/12/2020	31/12/2019
Autres produits financiers de participations	1 401 412	1 344 333
Autres intérêts et produits assimilés	- 8 420	33 897
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	80 000
Total des produits financiers	1 392 992	1 458 230
Dotations financières aux amortissements et provisions	50 137	26 175
Intérêts et charges assimilées	825 498	451 603
Total des charges financières	875 635	477 778
RESULTAT FINANCIER	517 357	980 452

Les produits financiers de l'exercice 2020 sont principalement composés de :

- 857 K€ de dividendes,
- 544 K€ d'intérêts de cash-pooling,

Les charges financières de l'exercice 2020 sont principalement composées de :

- 532 K€ d'intérêts de cash pooling.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

- Le solde correspond quasi intégralement aux intérêts d'emprunts.

Les produits financiers de l'exercice 2019 étaient principalement composés de :

- 982 K€ de dividendes,
- 363 K€ d'intérêts de cash-pooling,
- 31 K€ de boni de liquidation,

Les charges financières de l'exercice 2019 étaient principalement composées de :

- 338 K€ d'intérêts de cash pooling.
- Le solde correspondait quasi intégralement aux intérêts d'emprunts.

Résultat exceptionnel

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 940	106 544
Produits exceptionnels sur opérations en capital	541 463	1 792 908
Total des produits exceptionnels	544 403	1 899 452
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 204	376
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	88 299	738 417
Dotations pour amortissements exceptionnels	12 719	
Dotations pour risques et charges exceptionnelles	15 000	51 308
Total des charges exceptionnelles	122 222	790 101
RESULTAT EXCEPTIONNEL	422 181	1 109 351

le résultat exceptionnel de 2020 est principalement composé des cessions de titres de participations.

Le résultat exceptionnel 2019 était essentiellement composé de la même façon.

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Autres informations

Au 31 décembre 2020, la société présente un déficit reportable de 5 613 286 €.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et RAN	QP du capital détenu en %	VB des titres	VN des titres	Prêts et avances consentis par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société
----------------------------	----------------	-----------------	---------------------------	---------------	---------------	---	--------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

Filiales (plus de 50% du capital détenu)

NEPTUNE RH	76 720 €	13 144 €	100,00%	84 720 €	84 720 €	211 000 €	339 324 €	-15 966 €	0 €
FOCS CONSULT	10 000 €	-20 887 €	76,00%	3 800 €	3 800 €	0 €	80 509 €	16 605 €	0 €
M010	352 500 €	-497 926 €	74,62%	217 578 €	217 578 €	2 008 696 €	2 708 962 €	85 502 €	0 €
TRIDENTT SAVOIE INTERIM	83 534 €	109 964 €	93,41%	103 777 €	103 777 €	0 €	1 774 244 €	-53 400 €	93 410 €
PLATINIUM CQFT	562 733 €	-280 970 €	97,11%	639 161 €	639 161 €	251 146 €	1 284 458 €	-316 723 €	0 €
NRH APT	8 000 €	-291 094 €	76,00%	6 080 €	6 080 €	449 000 €	467 912 €	-15 242 €	0 €
TRIDENTT SECOND ŒUVRE	100 000 €	92 259 €	83,35%	97 363 €	97 363 €	0 €	2 247 116 €	-2 056 €	0 €
TRIDENTT 050	100 000 €	370 609 €	76,00%	76 000 €	76 000 €	2 224 239 €	2 432 778 €	-25 207 €	38 000 €
AC090	50 000 €	205 720 €	94,90%	824 174 €	824 174 €	629 100 €	2 987 445 €	69 717 €	94 900 €
TRIDENTT 070	26 734 €	46 345 €	94,00%	45 234 €	45 234 €	455 052 €	1 986 323 €	-60 414 €	0 €
TRIDENTT 080	74 900 €	50 755 €	94,00%	70 406 €	70 406 €	406 830 €	1 688 085 €	4 607 €	0 €
ZID	718 200 €	231 594 €	94,90%	2 791 406 €	2 791 406 €	494 101 €	1 294 460 €	-456 486 €	189 808 €
ECOSPH'R	24 873 €	22 433 €	51,02%	17 035 €	17 035 €	0 €	232 635 €	37 726 €	0 €
MN DEVELOPPEMENT	5 000 €	-13 694 €	100,00%	5 000 €	5 000 €	433 000 €	809 708 €	50 437 €	0 €
TRIDENTT 110	6 817 €	2 354 €	94,00%	6 408 €	6 408 €	1 657 919 €	2 520 318 €	-147 213 €	0 €
ACVILA	1 000 €	1 302 €	51,00%	5 100 €	5 100 €	0 €	61 235 €	50 660 €	31 936 €
NEPTUNE RH ROUMANIE	489 €	-1 430 €	51,00%	255 €	255 €	0 €	188 487 €	53 566 €	50 397 €
TRIDENTT 120	22 317 €	89 199 €	77,08%	17 202 €	17 202 €	384 426 €	2 347 116 €	10 989 €	0 €
NRH 010	100 000 €	-275 653 €	94,00%	94 000 €	94 000 €	305 398 €	76 565 €	-113 866 €	0 €
TRIDENTT 150	8 584 €	115 001 €	94,00%	8 069 €	8 069 €	0 €	2 869 972 €	26 659 €	0 €
E-INTERIM SOLUTIONS	62 500 €	-39 065 €	84,00%	52 500 €	52 500 €	523 365 €	962 965 €	-157 861 €	0 €
TRIDENTT 140	22 250 €	43 592 €	94,00%	20 915 €	20 915 €	0 €	1 060 449 €	-11 971 €	0 €
GO MOBILITE	4 000 €	-2 876 €	70,00%	2 800 €	2 800 €	0 €	186 149 €	20 469 €	0 €
C010	100 000 €	125 816 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	1 083 966 €	3 647 357 €	-151 075 €	0 €
NRH 442	220 000 €	-109 994 €	100,00%	219 702 €	219 702 €	7 150 €	3 025 €	-111 656 €	0 €
MARE NOSTRUM IDF	20 000 €	-22 696 €	90,00%	18 000 €	18 000 €	122 476 €	195 188 €	30 893 €	0 €
ZI060	100 000 €	64 504 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	1 325 551 €	30 244 €	0 €
ZI070	36 500 €	27 448 €	94,00%	34 310 €	34 310 €	850 €	628 432 €	-791 €	0 €
MAGO20	6 450 €	46 548 €	94,00%	6 063 €	6 063 €	1 678 €	2 645 938 €	-11 207 €	0 €
EI020	50 000 €	-65 631 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	127 582 €	-44 269 €	0 €
AC080	50 000 €	74 613 €	94,90%	415 767 €	415 767 €	0 €	1 082 334 €	-32 446 €	47 450 €
AC100	50 000 €	107 927 €	94,90%	397 772 €	397 772 €	0 €	5 466 273 €	11 319 €	47 450 €
AC110	50 000 €	6 698 €	94,90%	276 823 €	276 823 €	0 €	1 611 734 €	-54 171 €	0 €
AC120	50 000 €	7 170 €	94,90%	47 450 €	47 450 €	0 €	856 037 €	-149 814 €	0 €
AC130	50 000 €	42 456 €	94,90%	95 125 €	95 125 €	0 €	1 901 127 €	-78 381 €	23 725 €
C020	50 000 €	121 864 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	3 128 546 €	68 734 €	87 400 €
T160	16 667 €	12 438 €	94,00%	15 667 €	15 667 €	0 €	1 552 523 €	29 124 €	0 €
T170	50 000 €	88 225 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	1 371 673 €	35 853 €	43 429 €
T180	50 000 €	197 418 €	94,90%	287 486 €	287 486 €	0 €	5 554 230 €	82 179 €	71 175 €
AC070	50 000 €	26 747 €	94,90%	827 614 €	827 614 €	173 746 €	1 988 695 €	-69 567 €	0 €
ALTROS SERVICES	246 875 €	217 346 €	70,00%	647 500 €	647 500 €	0 €	662 367 €	25 719 €	0 €
NRH020	52 100 €	111 924 €	76,00%	74 021 €	74 021 €	428 212 €	315 321 €	13 756 €	0 €
ZI 090	50 000 €	-8 469 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	730 617 €	4 110 €	0 €
AC140	50 000 €	42 048 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	0 €	2 266 168 €	-143 989 €	37 600 €
AC150	50 000 €	16 590 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	2 675 €	1 384 098 €	-81 164 €	0 €
AC160	50 000 €	4 869 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	0 €	868 956 €	-30 154 €	0 €
AC170	50 000 €	1 320 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	0 €	529 083 €	-173 535 €	0 €
NRH030	110 000 €	-54 898 €	100,00%	106 500 €	106 500 €	0 €	191 974 €	-92 595 €	0 €
TRIDENTT 190	50 000 €	-36 698 €	94,00%	47 000 €	47 000 €	0 €	2 395 252 €	90 221 €	0 €
NEW GEST	2 500 €	-21 407 €	94,00%	46 577 €	46 577 €	209 956 €	826 151 €	21 155 €	0 €
T100	185 000 €	-16 277 €	94,00%	173 900 €	173 900 €	998 000 €	2 126 445 €	-121 494 €	0 €
ZI040	4 667 €	91 135 €	94,00%	4 387 €	4 387 €	631 525 €	1 238 134 €	-241 701 €	0 €
AC020	100 000 €	239 779 €	80,00%	204 998 €	204 998 €	0 €	2 009 791 €	-5 292 €	0 €
AC030	100 000 €	95 312 €	94,90%	386 959 €	386 959 €	816 000 €	2 137 657 €	-65 204 €	0 €
AC040	100 000 €	473 637 €	94,90%	172 284 €	172 284 €	0 €	973 421 €	-363 210 €	0 €
COMMUNITY WEB	1 000 €	17 501 €	85,00%	7 570 €	7 570 €	53 000 €	148 283 €	-36 688 €	0 €
AC050	60 000 €	-15 352 €	80,00%	140 484 €	140 484 €	0 €	2 569 772 €	-182 936 €	0 €
AC060	50 000 €	220 167 €	80,00%	232 261 €	232 261 €	17 186 €	2 370 868 €	-9 033 €	0 €
C030	50 000 €	10 039 €	76,00%	38 000 €	38 000 €	0 €	1 322 794 €	53 134 €	0 €
LINKEYS	483 150 €	-224 850 €	55,59%	245 225 €	245 225 €	1 129 530 €	347 764 €	-940 357 €	0 €
AC180	30 000 €	-2 411 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	202 205 €	-88 472 €	0 €
AC190	30 000 €	-2 299 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	64 €	354 528 €	-40 893 €	0 €
AC220	30 000 €	-3 765 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	68 €	448 992 €	-80 809 €	0 €
AC230	30 000 €	-3 004 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	66 €	170 048 €	27 204 €	0 €
T230	30 000 €	-3 394 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	1 177 €	2 462 135 €	78 983 €	0 €
T240	30 000 €	-9 033 €	94,00%	28 200 €	28 200 €	0 €	1 584 144 €	16 498 €	0 €
T250	30 000 €	-3 752 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	837 299 €	17 960 €	0 €
T260	30 000 €	-2 998 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	5 574 €	1 269 730 €	35 890 €	0 €
T270	30 000 €	-3 051 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	574 067 €	72 193 €	0 €
AC200	30 000 €	-5 753 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	1 118 361 €	22 770 €	0 €
AC210	30 000 €	-4 318 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	1 752 676 €	-15 970 €	0 €
T200	30 000 €	-2 898 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	751 499 €	18 224 €	0 €
T220	30 000 €	-3 303 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	0 €	2 010 338 €	53 377 €	0 €
C040	30 000 €	-5 068 €	76,00%	22 800 €	22 800 €	229 €	0 €	-25 980 €	0 €
AT PATRIMOINE	184 800 €	3 801 508 €	89,99%	8 100 000 €	8 100 000 €	0 €	3 444 194 €	-92 262 €	0 €
NRH69	10 000 €	0 €	76,00%	7 600 €	7 600 €	2 151 €	54 166 €	-30 166 €	0 €
IMFA	N/A, 1ère clôture au 31/12/2021		66,67%	10 000 €	10 000 €				
AERNES INTERIM (T090)	100 000 €	321 689 €	100,00%	731 000 €	731 000 €	455 820 €	1 284 537 €	-92 763 €	0 €
ALTITUDE FACILITIES EVENT	225 000 €	-112 088 €	99,21%	222 901 €	222 901 €	14 100 €	51 246 €	-100 293 €	0 €
ERGASIA	1 000 €	-14 943 €	100,00%	1 000 €	1 000 €	2 228 €	0 €	-22 500 €	0 €

Participation (10 à 50% du capital détenu)

LUDOVINO	5 000 €	-256 €	34,00%	1 700 €	1 700 €	16 000 €	17 292 €	-23 269 €	0 €
CONTACT D PRO	10 000 €	21 440 €	40,00%	4 000 €	4 000 €	0 €	97 379 €	4 542 €	0 €
SCI GDS 21	3 000 €	-70 334 €	33,33%	1 000 €	1 000 €	65 311 €	811 €	478 €	0 €
SCI TER 1	NC		10,00%	5 000 €	5 000 €	5 800 €	NC		0 €
DOMINO ACTIO GRENOBLE	100 000 €	21 277 €	49,00%	49 000 €	49 000 €	340 002 €	1 055 807 €	-138 685 €	0 €
AL ET CO DEVELOPPEMENT	NC		13,00%	125 €	125 €		NC		0 €
NRH31	6 578 €	-152 334 €	46,37%	3 050 €	3 050 €	237 500 €	76 793 €	-111 810 €	0 €
AV EUROPE	883 €	23 086 €	34,09%	300 €	300 €	132 743 €	120 443 €	11 029 €	0 €
DOMINO ACTIO SUD OUEST	100 000 €	108 964 €	49,00%	49 000 €	49 000 €	83 927 €	2 287 240 €	-81 042 €	0 €
21020	110 000 €	-513 073 €	21,82%	104 400 €	104 400 €	77 809 €	935 417 €	-62 796 €	0 €
INALVEA	5 000 €	39 086 €	50,00%	246 000 €	246 000 €	79 €	1 539 475 €	251 386 €	0 €
TIKOPIA	N/A, 1ère clôture au 31/12/2021		10,00%	1 000 €	1 000 €				